



**Stadt Biel
Ville de Bienne**

Parlamentssekretariat
Secrétariat parlementaire

6^e procès-verbal du Conseil de ville / 6. Stadtratsprotokoll

Séance du 5 juin 2025 à 18h00

Sitzung vom 5. Juni 2025, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Achermann Brice, Augsburger-Brom Dana, Benz Raphael, Berclaz Pascale, Boly Kady, Bord Pascal, Briechle Dennis, Bucher Juliet, Buchhofer Kioutsoukis Stefan, Burri Rahel, Clauss Susanne, Comment Rachel, Corbaz Catherine, De Lorenzo Bryan, Demierre Patrick, Eggli Roland, Gerber Andreas, Gloor Yannick, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Koller Levin, Lehmann Caroline, Leonarz Matilda, Leuenberger Bernhard, Lindegger Reto, Magnin Nadia, Maurer Stefan, Meier Julian, Michel Tamara, Moeschler Marie, Molina Franziska, Müller Bernhard, Müller Lukas, Paronitti Maurice, Rodriguez Ugolini Julian, Roquet Hervé, Rüber Stefan, Ryser Siri, Schiess Christophe, Schlup Katharina, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schultz Moema, Schüpbach Manuel, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stöcker Manuel, Stolz Joseline, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tonon Ariane, Urweider Vera, Varrin Océane, Wassmann Leona, Weber Philippe

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Cacciabue Anna, Francescutto Luca, Kilezi Ruth, Scherrer Jürg

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates

Gonzalez Bassi Glenda, maire

Conseillères municipales / Conseiller municipal: Feurer Beat, Frank Lena, Pittet Natasha, Tanner Anna

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Mohamed Hamdaoui, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

El Mohib Omar, Secrétaire général du secrétariat parlementaire

1.	Mot de bienvenu	3
2.	Déclarations de Groupes	3
2.1	Déclaration de groupe PSR	3
2.2	Déclaration de groupe Les Vert·e·s.....	4
2.3	Déclaration de groupe PVL+	5
2.4	Déclaration de groupe PS/JS	6
3.	Approbation de l'ordre du jour	7
4.	Communications du Bureau du Conseil de ville	7
5.	Communications de la Commission de surveillance	7
6.	Approbation du procès-verbal / (20 mars 2025 / no 4)	8
7.	20250099 Octroi d'un droit de superficie sur la parcelle RFB n° 11397, adaptation des droits de superficie RFB n° 10377 et 10378, chemin Marguerite-Weidauer 1 et 3, 2503 Bienne.....	8
8.	20250109 Route de Soleure 122/124 ; prolongation du droit de superficie de la société Swiss Prime Site Immobilien AG sur la parcelle RFB n°783	9
9.	20250110 Postes de travail informatiques des écoles / Crédit d'engagement..	10
10.	20250112 Réaménagement de la rue Alexander-Moser / Crédit d'engagement.....	17
11.	Motivation d'urgence du postulat urgent, Maurer Stefan, UDC, «Pas de tolérance envers l'antisémitisme aux frais de l'État – Suspendre le projet FullViel jusqu'à la clarification de toutes les responsabilités»	25
12.	Motivation d'urgence de l'interpellation interpartis urgente, Schlup-Eigenmann Katharina, PVL, Bord Pascal, PRR, Sutter Andreas, FDP, Maurer Stefan, UDC, Berclaz Pascale, Groupe Avenir Bienne/Centre, Molina Franziska, PEV, «Informations concernant les hausses des dépenses et les changements en matière de recettes depuis le 1er janvier 2024»	25
13.	Motivation d'urgence du postulat urgent, Weber Philippe, Les Vert·e·s, Rüber Stefan, Les Vert·e·s, Briechle Dennis, PVL, «Un renforcement ciblé de la sécurité cycliste sur la rue Alexander-Moser»	26
14.	Motivation d'urgence de l'interpellation interpartis urgente, Schüpbach Manuel, Groupe Les Vert·e·s, Boly Kady, Groupe PSR, Lindegger Reto, Groupe FDP, Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS, Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+, Suter Daniel, Groupe PRR, «Souveraineté numérique de la Ville de Bienne»	26
15.	20240358 Postulat interpartis Sprenger Titus, Groupe Alliance Verte, Tennenbaum Ruth, Groupe Alliance Verte, Boly Kady, Groupe PSR, Kilezi Ruth, Groupe PSR, Lehmann Caroline, Groupe PVL+, Schlup Nina, Groupe PS/JS, «Il faut mettre en place un Conseil consultatif pour les étrangères et les étrangers»	26
16.	20240359, Sprenger Titus, Groupe Alliance verte, «Participation – et maintenant?»	28
17.	Nouvelles interventions	29

1. Mot de bienvenu

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Je vais tout d'abord commencer par quelques informations générales. Il paraît que certains membres du Conseil de ville ont rencontré des problèmes avec l'utilisation des boîtes e-mail parlementaires, notamment pour l'ouverture des pièces jointes. Il s'agit d'un problème technique qui va être résolu au plus vite. Par contre, je vous rappelle que vous pouvez toujours consulter l'ordre du jour et les détails des affaires mises à l'ordre du jour sur le site internet de la Ville de Bienne, sur la page du Conseil de ville.

Vous avez déjà reçu l'ordre du jour ainsi que les documents des séances des 25 et 26 juin 2025. Toutefois, vous allez recevoir prochainement un document complémentaire concernant les comptes, qui vous permettra certainement de discuter de manière plus précise de cet objet au sein de vos groupes.

Je tiens à vous rappeler à nouveau, que pour la bonne tenue de la séance, il est important que vous insériez votre carte dans votre boîtier puis que vous pressiez sur la demande de participer à la séance. Ces manipulations vous permettront de demander la parole, de venir parler au micro mais aussi de voter les objets.

Pour terminer, je tiens à saluer la venue parmi nous de Monsieur Manuel Schüpbach, nouveau membre du Conseil de ville qui vient remplacer Madame Myriam Roth.

Sur la table de l'huissier, vous trouvez:

- Le rapport annuel 2024 de la bibliothèque de la Ville que je vous encourage à lire, car il est très intéressant.

Sur vos tables vous trouvez:

- Deux propositions d'amendement du Groupe Les Verts concernant l'objet 20250110 « Postes de travail informatiques des écoles / crédit d'engagement ».

Avant de discuter de l'ordre du jour, je vous informe que nous avons reçu quatre demandes de déclaration de Groupes qui concernent le sujet « Fullviel » et pour certaines aussi la situation humanitaire désastreuse à Gaza. Avant de vous donner la parole, je tiens à vous rappeler que l'art. 46 al. 3 du règlement du Conseil de ville (RDCo 1.5.1-1) stipule qu'il n'y a pas de discussion suite aux déclarations de Groupes. Cela veut dire que les porte-parole d'autres groupes peuvent s'exprimer, mais ça ne fait pas l'objet d'un débat. De plus, à ma connaissance, des interventions parlementaires sur ce thème seront déposées ce soir et il nous sera donc possible de débattre plus dans le détail de ce sujet dans quelques mois.

2. Déclarations de Groupes

2.1 Déclaration de groupe PSR

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR: Nous regrettons que les voies critiques face à la politique actuelle de l'Etat d'Israël soient systématiquement taxées d'antisémites. Le simple fait de critiquer la politique actuelle de l'Etat d'Israël, qui va à l'encontre des principes les plus fondamentaux du droit international, ne peut pas être assimilé à de l'antisémitisme. Ces derniers mois, de nombreuses personnalités reconnues, y compris juives, ont aussi émis des critiques publiques sur la politique du

Gouvernement israélien et souffler sur les braises à de purs fins électoralistes, c'est du populisme. La situation à Gaza est inacceptable et tragique. Le parti socialiste a toujours lutté de manière active contre le racisme et l'antisémitisme et compte de nombreuses personnes juives parmi ses membres. Les socialistes dénoncent depuis plusieurs semaines les violations du droit humanitaire en Palestine. Ces violations doivent être fermement condamnées.

Le projet « Fullviel » propose des espaces de dialogue, de rencontres, d'essais et d'erreurs. C'est un projet enthousiasmant et prometteur, porté par de nombreuses personnes et organisations. Les premiers échos sont très positifs. Il est déplorable d'utiliser cet incident isolé dont les organisateurs de « Fullviel » ne savaient strictement rien, pour attaquer ce projet dans son ensemble, qui est voué à se développer pour et avec toute la population biennoise.

2.2 Déclaration de groupe Les Vert·e·s

Weber Philippe, au nom du Groupe Les Vert·e·s: L'heure est grave! Au lieu de s'en inquiéter, certains ont jugé bon de dresser un écran de fumée pour discréditer et taper sur un projet biennois sans aucun rapport avec les atrocités en cours à Gaza et en Cisjordanie. S'il y a eu une maladresse, l'attaque portée contre ce projet atteint d'autres profondeurs. Certaines déclarations lues ou entendues ces derniers jours, montrent malheureusement que, bien qu'après avoir atteint le fond, certains creusent encore. Mesquins, malhonnêtes, irresponsables, avec un manque total d'humanité. Nous vous invitons à prendre la mesure de la gravité du problème qui doit occuper toute notre attention.

Nous parlons de crimes de guerre. Nous parlons de violations répétées contre les droits humains et le droit humanitaire international, nous parlons du nettoyage ethnique et du génocide en cours à Gaza. Encore avant-hier, l'horreur en regardant le téléjournal. Des familles affamées venues chercher un peu de nourriture se faisant mitrailler, prises au piège de Tsahal. Des dizaines de victimes, civiles pour la plupart, parmi elles toujours des femmes et des enfants. C'est tout simplement insoutenable, choquant, révoltant. Nous n'avons plus les mots. Pierre Krähenbühl, directeur du CICR, en parlait la semaine passée au téléjournal de la RTS, je cite « *C'est l'enfer absolu. Si nous sommes prêts à tolérer ce que nous voyons dans la bande de Gaza, alors il en va de notre humanité collective. Cela sape les fondements de notre humanité. On ne pourra pas dire plus tard qu'on ne savait pas.* » L'heure est grave, mais gardons espoir, restons lucides, indignons-nous. Je vous souhaite d'avoir votre motif d'indignation, c'est précieux. Quand quelque chose vous indigne, comme j'ai été indigné par le nazisme, alors on devient militant, fort et engagé, c'est ce que disait Stéphane Hessel. Ces atrocités sont inacceptables. Elles ne peuvent que nous indigner et susciter un engagement encore plus fort de notre part pour y mettre fin immédiatement. Hier, nous avons pu lire que le Conseil municipal a rejoint l'appel des villes de Genève et de Lausanne, à l'instar de 42 autres villes suisses, pour exiger du Conseil fédéral qu'il sorte de son silence. Restons convaincus que, sauf une malheureuse exception, nos autorités communales conservent leur capacité à s'indigner et à s'engager dans la voie de la justice, de la paix et des droits humains.

Si notre première revendication, celle de rejoindre cet appel, est maintenant réalisée, ce que nous saluons, il reste d'autres choses à faire, d'autres actions à mener. Par cette déclaration, nous condamnons avec la plus grande fermeté les violations systématiques et délibérés des droits humains et du droit humanitaire international.

Nous nous opposons avec la plus grande fermeté au plan de déportation et d'extermination de la population gazaouie et d'occupation permanente des territoires palestiniens. Nous appelons à une cessation immédiate de la guerre, un retrait des troupes de Tsahal, de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie occupées. Une libération sans conditions des otages encore détenus par le Hamas et un rétablissement de l'aide humanitaire. Nous demandons au Conseil municipal d'utiliser tous les moyens en sa possession pour inciter la Suisse à augmenter massivement son soutien financier à l'UNRWA, l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens.

Nous demandons au Conseil municipal de s'engager activement pour une résolution pacifique de conflits. Pour commencer, nous lui demandons d'exiger de la Confédération la reconnaissance immédiate d'un Etat palestinien et d'affirmer sa position pour une solution à deux Etats, ainsi que d'appeler au retrait immédiat des colonies en Cisjordanie. Le silence et la passivité ne sont plus une option. Un jour, on se souviendra et on se demandera où étions-nous et qu'avons-nous fait? Donnons-nous la chance d'y répondre avec dignité et fierté.

2.3 Déclaration de groupe PVL+

Briechle Dennis, Fraktion GLP+: Das Projekt «Fullviel» soll das Kongresshaus wieder für die gesamte Bevölkerung öffnen und zum Treffpunkt machen. Eine der Veranstaltungen im Rahmen des Eröffnungswochenendes am 17. und 18. Mai 2025 war eine Übertragung des Finales des Eurovision Song Contests 2025 (ESC). Dabei wurde während des Beitrags der israelischen Teilnehmerin Yuval Raphael der Ton ausgeschaltet. Nach dem Ende ihres Beitrags wurde der Ton wieder aktiviert und im Saal war die Übertragung wieder zu hören. An einer von der Stadt Biel subventionierten Veranstaltung wurde eindeutig Zensur verübt und die dafür Verantwortlichen haben nicht einmal den Mut, dafür hinzustehen. Der Krieg im Nahen Osten zwischen Israel und der Hamas schockiert und es ist absolut verständlich, dass das Leid der Zivilbevölkerung bewegt. Das Handeln der aktuellen israelischen Regierung muss äusserst kritisch gesehen werden. Genauso dasjenige der im Gaza-Streifen regierenden Hamas, welche nun seit über 600 Tagen Geiseln der israelischen Zivilbevölkerung gefangen hält. Für den eigenen Machterhalt wird auf beiden Seiten über Leichen gegangen. Wir befinden uns jedoch in Biel und nicht in der Weltpolitik.

Mit «Fullviel» haben wir ein Projekt lanciert, welches das Kongresshaus wieder für alle Bevölkerungsgruppen öffnen soll; es ist ein inklusives Projekt. Bereits bei der Eröffnung wird jedoch das Gegenteil dessen gelebt. Ein denkbar schlechter Start für ein Projekt, welches hier in dieser Runde recht umstritten war und sich erst noch beweisen muss.

Der ESC ist ein Wettbewerb zwischen Nationen und nicht zwischen deren Regierungen. Und gerade der ESC versteht sich als Anlass der Inklusion und der Diversität. Er lebt Werte, welche auch Werte der Stadt Biel sind. Es ist diese Botschaft, welche Nemo der Schweiz letztes Jahr den Sieg gebracht hat. Im Sinne der Inklusion hat sich der ESC dazu entschieden, Israel unter seinen Teilnehmenden aufzunehmen. Israel, der Staat, in welchem sich diese Werte im Nahen Osten bei weitem am besten leben lassen. Die Organisierenden, die im Rahmen von «Fullviel» den ESC übertragen und moderiert haben, hätten sich gegen diese Veranstaltung entscheiden können, wenn für sie die Rahmenbedingungen nicht stimmig waren.

Die anti-israelische Zensur, die sie ausgeübt haben, widerspricht dem inklusiven und diversen Geist zutiefst. Dies entspricht nicht unserem Bild: Die Fraktion GLP+ steht für

eine tolerante Stadt in der Diversität gelebt wird und alle Minderheiten akzeptiert sind. Eine Stadt für alle.

2.4 Déclaration de groupe PS/JS

Schlup Nina, Fraktion SP/JUSO: Eigentlich ist es schon viel zu spät. Seit über 600 Tagen geht der israelische Staat militärisch aggressiv gegen Palästina und seine Zivilbevölkerung vor. Seit über 600 Tagen hat die Schweiz es verpasst, Stellung zu beziehen und auch wir in Biel drücken uns vor der Diskussion. In den letzten 600 Tagen haben wir in Biel darüber diskutiert, Kindergärten zu renovieren, während in Gaza Kinder nicht zur Schule gehen können, weil ihre Schulhäuser in Trümmern liegen. Wir haben darüber diskutiert, was ins Beaumontquartier kommt, wenn das Spitalzentrum wegzieht, während in Gaza die Spitäler und die medizinische Versorgung verschwunden sind, weil sie gezielt bombardiert wurden. Wir haben über gesunde Ernährung in unseren Alterszentren und Schulen diskutiert, während die Bevölkerung in Gaza gezielt ausgehungert wird, indem lebensnotwendige Hilfslieferungen seit über zwei Monaten von der israelischen Regierung blockiert werden. Wir haben darüber gestritten, ob wir in unserem öffentlichen Raum mehr oder weniger Parkplätze brauchen, während die israelische Regierung offen sagt, ihr Ziel sei die dauerhafte militärische Besetzung Gazas und die Vertreibung der Bevölkerung. Es ist einfach zu sagen, das alles ist weit weg und geht uns nichts an. Aber gerade wir in der Stadt Biel, als Heimat für viele Menschen unterschiedlichster Nationen, sollten verstehen, dass Verbrechen gegen die Menschheit uns alle etwas angehen. Jede Art von Handeln hat Auswirkungen und sendet Signale, auch Schweigen. In Gaza und in ganz Palästina werden gerade unzählige Menschen- und Kinderrechte verletzt und die israelische Regierung strebt eine ethnische Säuberung an. Nach dem israelischen Präsidenten wird per Haftbefehl des internationalen Strafgerichtshofs gesucht und immer mehr unabhängige Hilfsorganisationen bestätigen, dass es sich hier um einen Genozid handelt. Die palästinensische Bevölkerung hat mehr als nur unsere Solidarität verdient, sie hat unsere Unterstützung verdient.

Wenn wir ihr Leid missbrauchen, um polemische Politik gegen die Kultur unserer Stadt zu machen, unterstützen wir die palästinensische Bevölkerung nicht. Wenn wir der Bieler Kultur verbieten, gegen diese Verbrechen zu protestieren, unterstützen wir die palästinensische Bevölkerung nicht. Wenn wir Israel eine Bühne bieten, um sich international zu profilieren und von ihren Verbrechen abzulenken, unterstützen wir die palästinensische Bevölkerung nicht. Wenn wir schweigen und dies alles einfach geschehen lassen, weil es ja nicht hier passiert, dann unterstützen wir die palästinensische Bevölkerung nicht; dann unterstützen wir die israelische Regierung.

Die Fraktion SP/JUSO erwartet deshalb vom Gemeinderat und von der Bieler Politik allgemein, dass wir Wege finden, die palästinensische Bevölkerung aktiv zu unterstützen und wir aufhören, israelische Verbrechen zu ignorieren oder für unsere persönlichen Ziele zu missbrauchen.

Es handelt sich nicht um antisemitische Vorwürfe. Wir erwarten von allen Staaten, dass sie die Menschenrechte respektieren. Wenn die SVP eine Art finden würde, den Völkermord im Kongo für ihre eigenen Interessen zu nutzen, oder die USA vollends in den Faschismus abdriftet, würden wir genauso hier vorne stehen und verlangen, dass über die Sache diskutiert wird. Das Leiden in anderen Teilen der Welt soll nicht missbraucht werden, um lokale Polemik zu betreiben, sondern es muss verurteilt werden.

Eigentlich wollte ich hier enden, aber die Aussagen von Herrn Feurer auf den sozialen Medien können wir nicht kommentarlos stehen lassen. Herr Feurer hat gestern auf Facebook einen Text veröffentlicht, in dem er die gesamte Geschichte des Israel-Palästina-Konflikts seit 1948 ignoriert und palästinensische Unabhängigkeitsbewegungen gegen den gewaltvollen Raub ihres Landes mit den von Weltmachtträumen angetriebenen Nationalsozialisten vergleicht. Damit missachtet Herr Feurer das Leiden von Tausenden von Menschen, demonstriert absolute Ignoranz über die europäische Geschichte und tritt internationales Völkerrecht und demokratische Grundwerte mit Füßen. Er missachtet den internationalen Strafgerichtshof, welcher Israels Präsident Netanyahu verurteilt hat, und die internationale Gemeinschaft. Das ist absolut inakzeptabel. Solche Aussagen sollten von niemandem gemacht werden, aber wenn sie von einem Bieler Gemeinderat kommen, ist es eine Schande für Biel. Wir von der Fraktion SP/JUSO fordern deshalb, dass Herr Feurer seine Aussagen öffentlich zurückzieht und sich entschuldigt. Ausserdem muss Herr Feurer sich dringend mit der Geschichte Palästinas auseinandersetzen. Dafür empfehlen wir ihm herzlichst das Buch von Ilan Pappé, « Die ethnische Säuberung Palästinas », in dem die Geschichte detailreich erklärt wird. Wir wünschen eine gute Lektüre und hoffen, dass Sie sich schnell informieren und sich entschuldigen. Vielen Dank.

3. Approbation de l'ordre du jour

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Vous avez toutes et tous reçus un courriel vous informant qu'aucune pause n'est prévue ce soir. Je vous prie de bien vouloir faire en sorte que cet objectif soit réalisé, car il est atteignable.

Avec cette remarque, l'ordre du jour est approuvé tacitement.

4. Communications du Bureau du Conseil de ville

Aucune communication.

5. Communications de la Commission de surveillance

Sprenger Titus, Aufsichtskommission: Am 1. Juli 2015 beauftragte die damalige Geschäftsprüfungskommission (GPK) – die heutige Aufsichtskommission – einen Rechtsprofessor mit der Durchführung einer Sonderprüfung. Diese erfolgte in Erfüllung eines entsprechenden Beschlusses des Stadtrates vom 26. Februar 2015. Nach Ablieferung des gewünschten Berichts durch den Beauftragten entstand eine Meinungsverschiedenheit über die tatsächlich geschuldete Vergütung. Gegenüber dem Auftragnehmer war mündlich von einem Kostendach von CHF 50'000 die Rede. Dieser machte schliesslich aber Kosten um die CHF 85'000 geltend. Zur Durchsetzung seiner Forderung beschritt der Beauftragte schliesslich den Rechtsweg. Das Bundesgericht als letzte gerichtliche Instanz hält nun fest, dass die mündliche Vereinbarung des Kostendaches einen Formfehler für öffentlich-rechtliche Verträge

darstellt. Diesen Formfehler jedoch erst nach Erfüllung des Auftrags vorzubringen, sei rechtsmissbräuchlich. Das Bundesgericht hat somit die Beschwerde abgewiesen und die Gerichtskosten dem Beschwerdeführer auferlegt. Die heutige Aufsichtscommission nimmt dieses Urteil mit Genugtuung zur Kenntnis. Sie betrachtet diesen Fall nun als abgeschlossen und nimmt ihn endlich von ihrer Pendenzenliste. Vielen Dank für Ihre Kenntnisnahme.

6. Approbation du procès-verbal / (20 mars 2025 / no 4)

Le procès-verbal est approuvé tacitement.

7. 20250099 Octroi d'un droit de superficie sur la parcelle RFB n° 11397, adaptation des droits de superficie RFB n° 10377 et 10378, chemin Marguerite- Weidauer 1 et 3, 2503 Bienne

Moeschler Marie, au nom de la Commission de surveillance: Monsieur le Président, je vais exaucer vos souhaits en étant extrêmement brève. La Commission de surveillance, après avoir discuté ce dossier, ne peut que vous recommander de l'approuver.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 2 avril 2025, vu l'art. 44, al. 2, let. a, en relation avec l'art. 95, al. 1, let. d, et al. 2, let. c, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RD Co 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne arrête :

1. L'octroi du droit de superficie RFB no 11398 sur la parcelle foncière no 11397 d'une superficie de 453 m² conformément au contrat de droit de superficie, minute no 17998 du 19 décembre 2024 rédigée par le notaire Christoph Rothenbühler, pour la durée de 60 ans est approuvé aux conditions suivantes :
 - a. La valeur foncière productive d'intérêt est fixée à 712 fr. par m², ce qui correspond à 322'536 fr. pour la totalité de la parcelle.
 - b. Un taux d'intérêt minimal de 3 % est appliqué (taux d'intérêt initial), ce qui correspond à une rémunération capitalisée minimale du droit de superficie de 9'676,10 fr. par année.
2. L'approbation des modifications des contrats de droit de superficie existants dans la minute no 17998 par le notaire Christoph Rothenbühler comme suit :
 - a. Pour le droit de superficie RFB no 10377, la valeur foncière productive d'intérêts est fixée à 500 fr. par m², ce qui correspond à 201'500 fr. pour la totalité de la parcelle d'une superficie de 403 m².
Un taux d'intérêt minimal de 3 % est appliqué (taux d'intérêt initial), ce qui correspond à une rente capitalisée du droit de superficie minimale de 6'045 fr. par année.

- b. Pour le droit de superficie RFB no 10378, la valeur foncière productive d'intérêts est fixée à 500 fr. par m², ce qui correspond à 209'000 fr. pour la totalité de la parcelle d'une superficie de 418 m².

Un taux d'intérêt minimal de 3 % est appliqué (taux d'intérêt initial), ce qui correspond à une rente capitalisée minimale du droit de superficie de 6'270 fr. par année.

3. Le Conseil municipal est chargé de l'exécution de la présente affaire et des contrats approuvés. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

8. 20250109 Route de Soleure 122/124 ; prolongation du droit de superficie de la société Swiss Prime Site Immobilien AG sur la parcelle RFB n°783

Suter Daniel, au nom de la Commission de surveillance: La prolongation du droit de superficie de la société Swiss Prime Immobilien AG, sur la parcelle RFB no 8642, à la route de Soleure 122/124 pour une durée de 35 ans, répond à une demande de la superficière formulée en 2024. Cette demande a pour objectif de vendre ce droit de superficie à un tiers. La limitation de ce droit de superficie à 2030 rendant cette vente difficile. Elle permet d'empêcher le retour coûteux à la Ville des constructions qui s'y trouvent, d'harmoniser la durée des droits de superficie situés dans le périmètre, tout en adoptant au passage les conditions contractuelles à celles actuellement appliquées dans la même zone quant à la valeur du terrain et au taux d'intérêt. Cela permet aussi d'améliorer, en faveur de la Ville, la réglementation concernant le retour des constructions aux propriétaires. Il y a donc que des avantages et c'est pour cela que la Commission de surveillance vous recommande d'approuver ce contrat.

Müller Lukas, EDU: Je soutiens cette proposition mais j'ai encore une question. Est-ce qu'il est prévu de faire de même pour toutes les autres sociétés à Bienne? Wir haben im Moment einen Handelskonflikt und ich denke, es wäre für viele Firmen in Biel sehr hilfreich, wenn ihre Baurechte ebenfalls verlängert würden. Viele Firmen halten sich im Moment wahrscheinlich eher mit Investitionen zurück und wären froh um eine Verlängerung. Machen Sie das eventuell auch für andere Firmen in der Stadt?

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Le Conseil municipal ne souhaite pas répondre à cette question. Nous pouvons donc passer au vote étant donné qu'aucun autre orateur ne souhaite prendre la parole.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 23 avril 2025, vu l'art. 44, al.2, let. a, en lien avec l'art. 95, al. 1, let d, et al.2, let. c, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne arrête :

1. Le contrat de droit de superficie RFB n°8642 concernant la parcelle de 4060 m² est prolongé par anticipation de 35 ans jusqu'au 31 décembre 2059, comme suit, selon le contrat de droit de superficie du 13 novembre 2024, minute 927, de Me Nussbaumer, notaire :

- a) La valeur du terrain productive d'intérêts est fixée à 440 fr./m², soit une valeur de capital initiale de 1'786'400 fr.
 - b) Le taux d'intérêt actuel est de 3,25 % (taux d'intérêt initial), soit une rente de droit de superficie de 58'058 francs par an.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté et les contrats approuvés. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

9. 20250110 Postes de travail informatiques des écoles / Crédit d'engagement

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Etant donné que nous avons deux propositions d'amendement déposés par le Groupe des Verts pour cet objet, je vous propose de donner la parole en premier lieu au porte-parole de la commission de surveillance. La parole sera ensuite donnée au Groupe déposant les amendements afin de les défendre mais aussi pour donner sa position sur le projet, puis aux représentants de chaque groupe, puis aux orateurs et oratrices individuelles et pour terminer au Conseil municipal. Nous voterons d'abord sur les propositions d'amendements et, en fonction du résultat, sur le projet final.

Sprenger Titus, Aufsichtskommission: Wir danken dem Gemeinderat und der Verwaltung für ihren umfangreichen Bericht und ihre Antworten zu unseren Fragen. Für den Gemeinderat und die Verwaltung ist es wichtig, dass an unseren Schulen einwandfrei funktionierende IT-Arbeitsplätze zur Verfügung stehen. Das zeigt sich unter anderem auch durch eine verlängerte Garantie von fünf Jahren. Das hat allerdings auch seinen Preis: Dadurch ist mit 15% Mehrkosten pro Gerät zu rechnen. Ob sich diese Mehrkosten rechnen, werden wir wohl erst nach Ablauf dieses Verpflichtungskredits erfahren. Ungeachtet dessen erachtet es auch die Aufsichtskommission als wichtig, für den Unterricht an unseren Schulen einwandfrei funktionierende Geräte zu haben. Die Kommission stimmt deshalb mehrheitlich dem vorliegenden Geschäft zu.

Nichtsdestotrotz gab es kritische Stimmen. Bemängelt wird die fehlende Produktneutralität hinsichtlich Tablets für die kommende Ausschreibung, die zunehmende Abhängigkeit von US-Firmen in Sachen Betriebssystem, Bürosoftware bzw. Cloud-Dienste und die wenig überzeugenden Punkte hinsichtlich Nachhaltigkeit. Daher gab es in unserer Kommission neben einer mehrheitlichen Zustimmung auch einige Enthaltungen, aber keine Ablehnung zum Geschäft.

Schüpbach Manuel, Fraktion Grüne: Ein moderner IT-Arbeitsplatz ist für die heutige Bildung unerlässlich, für Lehrpersonen genauso wie für Schülerinnen und Schüler. Ohne zeitgemässe Geräte funktioniert die Schule im digitalen Zeitalter nicht mehr. Das vorliegende Geschäft sowie auch die gewählte Variante für die Bereitstellung erscheinen der Fraktion Grüne grossmehrheitlich sinnvoll und nachvollziehbar sowie auch hinsichtlich Kosten und Nutzen vertretbar. Wir begrüssen ausdrücklich, dass mit Ausnahme der Tablets die Beschaffung der Hardware über den kantonalen Rahmenvertrag erfolgt, wodurch von entsprechenden Mengenrabatten profitiert werden kann und die Kosten für ein separates Beschaffungsverfahren eingespart werden. Auch dass nicht jedes Schulkind ein eigenes Gerät erhält, sondern ein Sharing-Modell beibehalten wird, halten wir für eine gute und pragmatische Lösung.

Allerdings sehen wir in drei Bereichen noch Klärungs- und Verbesserungsbedarf. Was die Nachhaltigkeit betrifft wird im Bericht zwar von Kreislaufwirtschaft, Rücknahme und Wiederverwendung gesprochen, die Beschaffungskriterien respektive Verpflichtungen der Anbieter bleiben aber aus unserer Sicht auch auf Nachfrage beim Gemeinderat vage und unverbindlich. Minimale Standards werden zwar erfüllt, aber aus Sicht der Grünen gibt es deutlich Luft nach oben. Es bleibt insbesondere unklar, was genau mit den alten Geräten sowohl aus dem aktuellen wie auch dem neuen Bestand passiert. ISO 2400 als Kriterium hilft hinsichtlich der Kreislaufwirtschaft wenig. Es ist ein schöner Standard, aber dessen Einforderung reicht nicht aus, wenn Anbieterinnen und Anbieter selbst keine Initiative zeigen. Wir hätten uns gewünscht, dass zum Beispiel Kriterien aus dem Leitfaden für die kreislauffähige Beschaffung des Bundes berücksichtigt worden wären. Ein spezielles Augenmerk gilt zudem den iPads. Sie wurden zwar im Projekt DiAna evaluiert, aber was die Reparierbarkeit betrifft, schneiden sie gemäss diversen Quellen schlecht ab. Der Gemeinderat argumentiert mit einer Geräteggarantie. Garantie bedeutet aus unserer Sicht nicht Reparatur, denn meist werden Geräte einfach ersetzt, weil es logistisch einfacher ist. Das widerspricht der Idee von Kreislaufwirtschaft. Damit die Prinzipien der Kreislaufwirtschaft im vorliegenden Geschäft dennoch besser berücksichtigt werden, fordern wir mit einem **Änderungsantrag, als neue Ziffer 5 im Beschluss, dass ausgemusterte Geräte sowohl aus dem aktuellen wie auch dem künftigen Bestand nach Möglichkeit einer Wiederverwendung – einem sogenannten «Re-use» – zugeführt werden.** Dies ist nicht nur ökologisch sinnvoll, sondern kann sich auch finanziell lohnen.

Ein zweiter Punkt betrifft die Beschaffung der Tablets, genauer gesagt der iPads. Wir verstehen, dass sich diese bewährt haben. In einem öffentlichen Beschaffungsverfahren dürfen grundsätzlich keine spezifischen Marken gefordert werden. Dies wird in Art. 30 Abs. 3 der Interkantonalen Vereinbarung über das öffentliche Beschaffungswesen (IVöB, BSG 731.2-1) geregelt, an welche auch die Stadt Biel gebunden ist. Es ist zwar möglich, eine Vergleichbarkeitsklausel wie beispielsweise iPad oder gleichwertig zu nutzen, diese Klausel ist aber in der Praxis problematisch. Dadurch bleibt die markenspezifische Tendenz bestehen, woraus erfahrungsgemäss Rechtsunsicherheiten und faktische Wettbewerbsverzerrungen resultieren. Anbieterinnen von Alternativen werden benachteiligt, die Gleichwertigkeit wird subjektiv beurteilt und am Ende resultieren allenfalls Beschwerden und Verzögerungen oder im schlimmsten Fall sogar eine Neuausschreibung. **Darum fordern wir mit einem weiteren Änderungsantrag, als neue Ziffer 4 im Beschluss, dass die Tablets produktneutral im offenen Verfahren ausgeschrieben werden.** Dies senkt nicht nur das Beschwerderisiko, sondern führt auch zu einem breiteren Wettbewerb, wodurch die Chance von preisgünstigeren und nachhaltigeren Angeboten erhöht wird.

Ein letzter Punkt betrifft die zunehmende Abhängigkeit von grossen US-Tech-Konzernen, welche mit dem vorliegenden Geschäft auch im Schulbereich weitergeführt wird. Daten in den Clouds von US-amerikanischen Konzernen wie Microsoft, Apple oder Amazon unterstehen dem sogenannten US-Cloud Act, der den amerikanischen Behörden unter Umständen Zugriff auf diese Daten erlaubt, auch wenn diese in der Schweiz gespeichert sind. Gleichzeitig zeigt die US-Regierung eine zunehmende Bereitschaft, Überwachungsbefugnisse weit auszulegen, bis hin zur Sperrung offizieller E-Mail-Konten des internationalen Gerichtshofs. Diese Abhängigkeiten werden auch international als immer grösseres Risiko eingestuft, unter anderem vom Bundesamt für Justiz (BJ), dem Europäischen Rechnungshof und den wissenschaftlichen Diensten des Deutschen Bundestages. Sie fordern dementsprechende Alternativen wie mehr Open Source und mehr europäische Anbieter. Deshalb haben wir gemeinsam mit den

Fraktionen FDP, GLP+, SP/JUSO, PRR und PSR eine überparteiliche Interpellation zur digitalen Souveränität eingereicht (20250182 « Digitale Souveränität der Stadt Biel »), welche auch noch weitere Fragen beispielsweise betreffend das sogenannte «Vendor Lock-in» aufgreift.

Abschliessend lässt sich sagen, die digitale Ausstattung der Schulen ist richtig und wichtig, aber bei der Umsetzung sehen wir noch Verbesserungspotenzial. Wir wollen, dass Biel nicht nur digital mit der Zeit geht, sondern dies auch ökologisch verantwortungsvoll, rechtssicher und zukunftsfähig tut. Kurz, digital ja, aber bitte mit Haltung. Wir bitten Sie deshalb um die Zustimmung zu unseren Änderungsanträgen. Mit der neuen Ziffer 4 wird sichergestellt, dass wir die zu beschaffenden Tablets produktneutral und damit rechtssicher ausschreiben. Mit der neuen Ziffer 5 wird die Weiterverwendung von alten Geräten adressiert, was sowohl ökologisch wie auch finanziell sinnvoll ist. Vielen Dank für Ihre Unterstützung.

Lindegger Reto, Fraktion FDP: Ich werde mich kurz halten. Unsere Fraktion stimmt diesem Geschäft zu und sie wird auch grossmehrheitlich den Änderungsanträgen der Fraktion Grüne zustimmen. Wir finden den Bericht des Gemeinderates gut, wir finden auch die Variantenauswahl gut; sie entspricht der Situation der städtischen Finanzen. Es ist eine pragmatische Lösung, wie bereits mein Vorredner gesagt hat. Nicht alle Jugendlichen erhalten ein eigenes Gerät, wie das in anderen Städten der Fall ist.

Wir sehen trotzdem zwei kritische Punkte und gehen noch ein bisschen weiter als mein Vorredner. Wir haben grossen Zweifel am Datenschutz bei Office 365 in den Schulen. Im Moment wird das vertieft in verschiedenen Kantonen abgeklärt. Der Leitfaden der Bildungsdirektion des Kantons Bern, welcher für die Gemeinden herausgegeben wurde umfasst fast 16 Seiten zum Thema Datenschutz an Schulen für Office 365. Wir empfehlen, hier einen Plan B zur Hand zu haben. Wir haben gehört, dass in gewissen Kantonen möglicherweise die Benutzung von Office 365 an Schulen verboten werden könnte, insbesondere auch, was Teams-Chat und -Telefonie anbelangt. Hier gibt es gewisse Zweifel bezüglich Datenschutzkonformität der Office-Palette. Wir gehen davon aus, dass das auch in der Stadt Biel ernstgenommen wird.

Der zweite Kritikpunkt ist ein ganz kleiner, da kommen wir schon fast ins Mikromanagement. Uns hat die Darstellung der Projektorganisation nicht gefallen. es ist ein allgemeines Standardschema und wir hätten uns gewünscht, dass ein bisschen genauer darauf eingegangen wird, wer welche Verantwortung hat, auch wenn es offenbar gemäss Bericht ein Projekt ist, welches in den normalen Strukturen abgehandelt werden kann. Wir bedanken uns, wenn Sie diese beiden Punkte ernst nehmen.

Michel Tamara, Fraktion GLP+: Eine funktionierende IT kann nicht nur in der Stadtverwaltung und in der Schulbildung, sondern ganz allgemein als unabdingbar bezeichnet werden. Der entsprechende Bericht des Gemeinderates betont die Wichtigkeit in seiner hervorragenden Ausarbeitung. Der Fraktion GLP+ gefällt insbesondere die Ausarbeitung und die Prüfung der vier Varianten für die Umsetzung des Projekts IT-Arbeitsplatz in Schulen. Die transparente Darstellung dieser Varianten erlaubt es uns, den Entscheid im Sinn von optimalen Kosten- und Nutzenverhältnissen nachvollziehen zu können. Merci für den Bericht. Die detaillierte Auflistung der Hardware gibt ausserdem transparent Einblick in die Art der anzuschaffenden Geräte, lässt aber auch Fragen aufkommen, wie beispielsweise eben die Frage nach den Vorteilen der nicht ganz kostengünstigen iPads im Vergleich zu einem anderen Tablet.

Obwohl die Präferenz von iPads gegenüber anderen, nicht spezifizierten Geräten begründet wird, zieht es die Fraktion GLP+ vor, auf markenspezifische Bezeichnungen zu verzichten und das Projekt wettbewerbsneutral zu lassen. Nicht zuletzt begrüßen wir, dass mit der Wiederverwendung von Materialien, dem Recycling, der verlängerten Lebensdauer der Geräte, ressourceneffizienter Produktion und auch reduziertem Materialeinsatz wichtige Faktoren für den Klimaschutz berücksichtigt werden. Wir erwarten aber auch, dass die Geräte nach Rücknahme durch den Lieferanten ressourcen- und umweltschonend in den Kreislauf zurückgeführt werden.

In diesem Sinn begrüsst die Fraktion GLP+ das geplante Projekt und wird dem Antrag des Gemeinderates für einen Verpflichtungskredit von CHF 5,7 Mio. zustimmen, gleichzeitig aber auch die Anträge der Fraktion Grüne unterstützen.

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR: Nous sommes appelés à décider sur un crédit d'engagement et n'avons pratiquement pas le choix. L'informatique à l'école est imposée par le « Lehrplan 21 » et le plan d'étude romand et son renouvellement s'impose dans les faits. Le rapport du Conseil municipal nous le dit, je cite: *« Pour garantir le fonctionnement des écoles, il faut renouveler les terminaux utilisés conformément au cycle de vie du matériel à partir de 2025, mettre à jour leur système d'exploitation et assurer la maintenance continue des logiciels »*. 5,7 mio. fr. pour renouveler au fur et à mesure pendant les 7 ans à venir l'équipement informatique scolaire créé en 2019 pour environ 15 mio. fr. L'objectif déclaré est, je cite: *« Acquérir des appareils qui sont à la pointe de la technologie, ce qui garantit de meilleurs performances est la compatibilité avec les logiciels actuels ainsi qu'un niveau de sécurité plus élevé. »*

Accessoirement, les coûts d'entretien seront en baisse, les nouveaux appareils exigeant moins de réparation. Forcément, dirait-on, mais à quel prix? Dans ce contexte, il nous semble indiqué par principe, d'orienter nos investissements en la matière en priorité sur les besoins concrets de l'Administration dans son travail au quotidien plutôt que sur l'évolution technique avec l'ambition de rester toujours à la pointe quoi qu'il en coûte. En appliquant au poste informatique des écoliers un standard technique et sécuritaire moins élevé qu'à ceux de l'Administration, le Conseil municipal semble partager ce principe. Cette conclusion semble se justifier par la discussion des quatre variantes examinées par le Conseil municipal dont deux qui ne sont manifestement pas envisageables.

Tout en optant pour le renouvellement du système existant, il ajoute l'aspect qui, je cite: *« consiste à prolonger la durée d'utilisation des postes de travail informatique dans les écoles, au lieu de les remplacer par de nouveaux appareils »*. Autrement dit, toujours cette citation: *« les écoles doivent continuer d'utiliser leur équipement actuel et ne disposeront de matériel de remplacement qu'en cas de défaillance complète. »* Nous voici rassurés. Même si, selon le chiffre 10 du rapport du Conseil municipal, les appareils une fois éliminés chez nous sont encore recyclés ailleurs.

Quant au choix du standard technique de notre équipement informatique, il nous est pratiquement imposé par nos fournisseurs quasi monopolistes, qui dictent leurs conditions et leur rythme de remplacement tant pour le matériel que pour les logiciels, dont les nouvelles versions apparaissent périodiquement, supprimant le service après-vente des anciens. Le problème est global. Les clients en deviennent captifs et suivent sans broncher, y compris la Ville de Bienne. Cela laisse un goût amer et surtout un coût exorbitant des charges informatiques. Cette tendance est à la hausse, avec la numérisation croissante de notre Administration, tous départements confondus. Il reste

donc au département des finances à nous livrer, le moment venu, le total chiffré. On y voit donc l'intérêt d'éviter la dépendance de la Ville de certains fournisseurs et de chercher des alternatives, éventuellement en coordination avec d'autres collectivités ou l'association des villes suisses, objectif d'un postulat interpartis déposé ce soir, auquel nous participons avec conviction et pour lequel nous remercions les collègues qui l'ont initié. C'est par ces réflexions que notre Groupe a décidé de soutenir le projet qui nous est présenté, y compris avec l'amendement du Groupe des Vert.e.s concernant la mise au concours des tablettes ainsi que le recyclage des appareils usés dans nos écoles.

Leonarz Matilda, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO unterstützt den Verpflichtungskredit sowie auch die Änderungsanträge der Fraktion Grüne. Es ist wichtig, dass die Bieler Schulen gut mit der nötigen Hard- und Software ausgestattet sind. Die Kinder und Jugendlichen brauchen Zugang zu funktionstüchtigen Geräten, damit sie angemessen lernen können und für den Arbeitsmarkt gut vorbereitet sind. Die Schulen sollen diese Infrastruktur zur Verfügung stellen, denn viele Familien können sich keine eigenen Geräte für ihre Kinder leisten. Diese Lücke muss die Schule schliessen können, damit alle Kinder die gleichen Chancen haben.

Der Kanton müsste sich jedoch finanziell beteiligen. Die Stadt zahlt mehr an die Schulen als der Kanton und das geht für die kantonale Volksschule nicht. Der Kanton diktiert die Vorgaben, wie hoch die Gehälter sind und wie die Lektionen aufgeteilt werden, doch es sind die Gemeinden, die einen beträchtlichen Anteil zahlen, nämlich 30% der Lohnkosten und 100% der Betriebs- und Infrastrukturkosten. Mitspracherecht haben sie aber kaum. Ich lege dem Gemeinderat ans Herz, sich beim Kanton für eine gerechtere Aufteilung der Kosten einzusetzen und stark zu machen. Die SP begreift sich als Partei für eine gute Bildung für alle, für Chancengleichheit und für ein soziales Biel.

De Lorenzo Bryan, au nom du Groupe UDC: En complément aux indications faites par le Conseil municipal, notre Groupe souhaite ajouter qu'il est effectivement nécessaire et inévitable que les systèmes informatiques soient adaptés, notamment par la mise à jour des logiciels tels que Windows 11 et MS Office 365. Cependant, il est également primordial d'éviter des dépenses immédiates inutiles, notamment par l'achat de nouvelles tablettes, si le matériel actuel est encore fonctionnel et s'il est compatible avec les nouveaux systèmes d'exploitation devant être installés. Dans une optique d'économie, mais également de recyclage, sujet mis en avant par le Conseil de ville à maintes reprises, il est nécessaire de tout mettre en œuvre afin de prolonger la durée d'utilisation des appareils à disposition. Actuellement, il est remplacé uniquement lorsque le coût de réparation de ces derniers est plus élevé qu'un remplacement par l'acquisition de nouveaux appareils. Au vu de ce qui précède, le Groupe UDC soutient le crédit d'engagement proposé par le Conseil municipal à condition que les demandes de modification du Groupe les Vert-e-s soient acceptées.

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: Notre Groupe a étudié avec attention le rapport du Conseil municipal et l'en remercie. Les postes de travail informatiques des écoles ainsi que ceux de l'Administration répondent aux critères actuels pour un travail performant et moderne. Depuis le déploiement du projet DiAna dans les écoles en 2019/2020, le temps a passé rapidement. Nous devons maintenant et pour les cinq prochaines années remplacer les postes informatiques arrivant en fin de vie ou en fin de garantie. Cette question a suscité quelques débats au sein de notre groupe. De plus, équiper chaque élève d'un appareil comme suggéré dans l'une des variantes

serait excessif. Nous dépensons déjà 5.7 mio. fr. répartis sur 5 ans pour les écoles, cela augmenterait inutilement les coûts et irait à l'encontre des objectifs de protection du climat, de réduction de la consommation énergétique et de l'énergie grise et accroîtrait considérablement le risque de rendre nos élèves dépendants des tablettes. En lisant le rapport, il aurait été utile d'avoir des chiffres plus clairs et de mieux comprendre comment ces postes informatiques sont utilisés dans les écoles, ce qui n'apparaît pas clairement. Cependant, les renseignements pris auprès de la direction responsable nous ont rassurés. Les responsables informatiques remplaceraient ces appareils lorsqu'ils arrivent en fin de vie et non pas lorsqu'ils sont en fin de garantie. L'utilisation partagée des tablettes et des postes est toujours d'actualité dans les écoles, ce qui est rassurant. Nous ne sommes donc pas dans une logique d'une tablette par élève, fort heureusement. D'ailleurs, je cite aussi ce qui a été émis dans le rapport: « *Les priorités sont fixées ailleurs, les écoles biennoises ne souhaitent pas équiper chaque élève d'un appareil personnel. Elle ne comprendrait pas une telle prodigalité et l'utilisation ainsi faite de l'argent des contribuables biennois. D'autres équipements, par exemple des locaux supplémentaires, un secrétariat décentralisé, un soutien scolaire sont jugés plus prioritaires.* » Nous devons rester attentifs à l'avenir et aux conséquences du développement informatique, qui est très gourmand en énergie, en temps et en coûts et qui le sera de plus en plus. Une attitude éco-responsable et privilégiant l'économie circulaire sont nécessaires pour préserver un environnement durable et la santé de nos élèves. Notre Groupe accepte dans sa quasi majorité ce crédit d'engagement.

Magnin Nadia, Les Vert·e·s: Je tiens à m'exprimer sur cette affaire en soulevant quelques points du présent rapport qui, selon moi, ne remplissent pas les conditions pour un plan satisfaisant de remplacement du matériel informatique dans les écoles. En tenant compte de tous les aspects importants à prendre en considération ici. Le premier point à souligner concerne le remplacement du matériel informatique. 5'200 postes de travail devront théoriquement être remplacés, ce qui n'est pas négligeable en termes de ce qui va être jeté, de déchets informatiques et de matériaux. En ce qui concerne le cycle de remplacement d'une durée de 5 ans, il faut quand même être conscient que remplacer les appareils tous les 5 ans représente un coût énorme, autant financier, qu'écologique que logistique et organisationnel. Ne pourrait-on pas garder les appareils plus longtemps? Quelles sont les solutions préconisées par l'Administration pour garder ce matériel aussi longtemps que possible? Quels moyens ont été pensés pour prolonger la durée d'utilisation? Je ne trouve aucune réponse à ces questions dans ledit rapport. Ces deux points abordés ici m'amènent à la conclusion que cette manière de procéder entre en contradiction avec une démarche de durabilité et d'économie circulaire, bien que ces dernières soient mentionnées dans le rapport. Finalement, je déplore également que le corps enseignant ne semble pas avoir été consulté sur toutes ces questions qui le concernent directement.

Augsburger Dana, PdA: Aus meiner Sicht wird das vorliegende Geschäft bis jetzt nicht bestritten. Den Änderungsantrag werde ich unterstützen, das Geschäft aber nicht. Den Verpflichtungskredit werde ich ablehnen, weil ich mir wünsche, dass besser über die Abhängigkeiten nachgedacht wird. Die Lifecycles sind zu kurz und ich finde, das Denken ist zu kurz zu diesem exorbitant teuren Geschäft. Vielleicht erstaunt es Sie, dass ich als Informatikerin das Geschäft ablehnen werde.

Vor kurzem habe ich erfahren, dass einige Parlamente beginnen, die digitalen Geschäfte zu hinterfragen, grosse Änderungen fordern und diese sogar ablehnen. Bis vor kurzem wurden derartige Kredite von den Parlamenten kritiklos durchgewinkt. Es

ist nicht das erste Mal, dass ich mir wünsche, besser über solche Investitionen nachzudenken. Variante 4 des Berichts reicht völlig aus. Ich verstehe nicht, warum etwas, das ziemlich neu ist, jetzt harmonisiert werden soll. Die Geräte müssen nicht alle genau das gleiche Modell sein; man muss einfach damit arbeiten können.

Geht das ganze Geld nur noch in solche Projekte? Ich wünsche mir die Umsetzung der Variante 4. Die ist kurz und bündig, logisch, selbstverständlich, so soll es doch so sein. Hören wir doch auf, Abfall zu produzieren; es ist ein riesengrosses Problem weltweit. Ich wünsche mir, dass ich das nächste Mal vielleicht nicht die einzige bin, die ablehnen wird. Danke.

Feurer Beat, Finanzdirektor: Es zeichnet sich eine breite Zustimmung zum Geschäft ab und doch wurden auch kritische Überlegungen vorgebracht, die wir durchaus begrüssen. Der Gemeinderat ist bereit, die eingereichten Änderungsanträge zu übernehmen. Lassen Sie mich dazu eine grundsätzliche Überlegung äussern: Die beiden Anträge sind relativ operationell. Wir bitten den Stadtrat, in Zukunft solche Anträge zurückhaltend einzureichen. Der neu beantragte Punkt 5 ist so schon vorgeesehen, er rennt offene Türen ein. Von daher kann diese Formulierung übernommen werden. Punkt 4 ist ebenfalls ohne Probleme umsetzbar. Diesem kann also auch problemlos zugestimmt werden.

Es ist aber nicht immer so, dass Anträge in der relativ kurzen Frist umfassend auf ihre Auswirkungen hin abgeklärt werden können. Es ist durchaus möglich, dass sehr detaillierte oder eben operative Anträge zu einem eigentlich unbestrittenen Geschäft nach der Annahme im Stadtrat bei der Umsetzung zu grossen Hürden führen können, bis hin zur Frage, ob das Geschäft überhaupt noch umsetzbar ist. Heute Abend ist das kein Problem. Der Gemeinderat hat einen generellen Vorbehalt und er bittet Sie, solche Anträge nicht zu detailliert auszuarbeiten.

Frau Augsburg. Ich wäre interessiert, wenn Sie mir vielleicht per E-Mail mitteilen könnten, welche Parlamente die von Ihnen erwähnten Überlegungen schon angestellt und entsprechend bereits Geschäfte zurückgewiesen haben. Ich würde das sehr gerne auch einmal näher anschauen.

Tanner Anna, Direktorin Bildung, Kultur und Sport: Was die Schule betrifft, sage ich auch noch gerne ein paar Worte. Ich bedanke mich für die Aufnahme des vorliegenden Geschäfts, aber auch für die kritische Auseinandersetzung. Natürlich ist es auch für die Schule sehr wichtig, dass Fragen zur Nachhaltigkeit gerade bei der Beschaffung gestellt werden. Ich denke, dass die Schule einen grossen Beitrag leistet, indem eben nicht für alle Schülerinnen und Schüler ein Gerät zur Verfügung gestellt wird. Es wird sehr darauf geachtet, dass nur gemacht wird, was zweckmässig ist. Mit möglichst wenigen Ressourcen soll viel herausgeholt werden.

Es wurde die Frage gestellt, wieso iPads und nicht andere Tablets? Das hat einen pädagogischen Grund. Es gibt viele Lehrmittel, die mit Apps funktionieren und dort ist es praktisch, wenn die Lehrpersonen mit den Kindern zusammen die Lernprogramme auf den iPads, welche den Zugriff erlauben, ausführen können. Von daher danke ich sehr für die Diskussion und auch dafür, dass die Schulen mit guten neuen Geräten ausgerüstet werden können.

Votes

- sur l'amendement du Groupe les Vert·e·s d'un nouveau chiffre 4 du projet d'arrêté : Nouveau chiffre 4, L'achat des tablettes prévues doit faire l'objet d'un appel d'offres, en procédure ouverte, neutre en termes de promotion de produits au sens de l'art. 30, al. 3, AIMP. Il faut renoncer à des indications spécifiques à un produit et à la clause de l'équivalence (par exemple « iPads ou équivalent »).

L'amendement est accepté.

- sur l'amendement du Groupe les Vert·e·s d'un nouveau chiffre 5 du projet d'arrêté : Il faut réutiliser (« Re-use ») dans la mesure du possible les appareils et les postes de travail informatiques usagés, tant actuels que futurs – en s'efforçant de travailler en partenariat avec des institutions spécialisées (par exemple pour la préparation) et en examinant la possibilité de remboursements.

L'amendement est accepté.

Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 23 avril 2025, vu l'art. 19, en relation avec l'art. 44 du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne arrête par 46 oui contre 6 non et 3 abstentions, sous réserve du référendum facultatif :

1. Il approuve le crédit d'engagement n° 28010.2010 d'une valeur de 5'700' 000 fr. pour le projet « Postes de travail des écoles ».
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement ou à une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.
4. L'achat des tablettes prévues doit faire l'objet d'un appel d'offres, en procédure ouverte, neutre en termes de promotion de produits au sens de l'art. 30, al. 3, AIMP. Il faut renoncer à des indications spécifiques à un produit et à la clause de l'équivalence (par exemple « iPads ou équivalent »).
5. Il faut réutiliser (« Re-use ») dans la mesure du possible les appareils et les postes de travail informatiques usagés, tant actuels que futurs – en s'efforçant de travailler en partenariat avec des institutions spécialisées (par exemple pour la préparation) et en examinant la possibilité de remboursements.

10. 20250112 Réaménagement de la rue Alexander-Moser / Crédit d'engagement

Lehmann Caroline, Aufsichtskommission: Mit dem vorliegenden Projekt beantragt der Gemeinderat einen Kredit über CHF 920'000 für die Neugestaltung der Alexander-

Moser-Strasse. Der Auslöser für die Neugestaltung ist auf den Kanton zurückzuführen. Die heutige Gestaltung der Strasse mit der relativ grossen Fahrbahnbreite mit Fussgängerstreifen und Betonklötzen als verkehrsberuhigendes Element entspricht nicht den Vorgaben an eine Tempo-30-Zone. Die Stadtverwaltung wurde mehrfach auf diesen Umstand hingewiesen. Um den kantonalen Vorgaben zu entsprechen, sollen im Rahmen der Umgestaltung nun diverse verkehrsberuhigende Massnahmen umgesetzt werden. Wechselseitig geplante Grünelemente sowie neue Veloabstellplätze führen zur Verengung der Strasse. Gleichzeitig mit diesen Massnahmen werden im Projekt noch diverse andere offene Themen angegangen. So werden die Grünelemente qualitativ hochstehend geplant mit sickerfähigen Grünflächen und neuen Bäumen, um auf die Ziele der Stadtklimainitiative einzugehen.

Ausserdem wird die oberste Asphaltsschicht nach dem Ersatz der Kanalisation und Versorgungsleitungen von 2020 erneuert. Fernwärmeleitungen für das Fernwärmenetz Mühlefeldquartier werden eingesetzt und die Bushaltestelle Kutterweg wird auf einer Seite leicht versetzt erstellt, um den Anforderungen des Behindertengleichstellungsgesetzes zu entsprechen. Das ist gerade deswegen sehr wichtig, da die Bushaltestelle die nächste ÖV-Anbindung für das Alterszentrum Cristal ist.

Des Weiteren soll auf der Alexander-Moser-Strasse die erste Velostrasse von Biel entstehen. Baulich wird dafür aber nicht viel angepasst. Da die Strasse nicht breit genug ist für einen eigenen Fahrbahnstreifen, wird die Strasse einfach mit einem grossen Velosymbol markiert. Auch wenn sich die Aufsichtskommission grundsätzlich darüber freut, dass Biel eine erste Velostrasse erhalten soll, gab es gerade zu diesem Punkt doch Bedenken in Bezug auf die Sicherheit der Velofahrenden. Die Umsetzung mit einer Markierung auf der Strasse scheint, auch wenn es den Vorgaben des Bundes entspricht, ein bisschen mager. Gerade weil es für die Stadt eine neue Art der Verkehrsführung ist, wird sie den meisten Verkehrsteilnehmenden noch wenig bekannt sein. Ausserdem müssen die Velofahrenden genauso wie die Autofahrenden den geplanten Grünflächen ausweichen. Aus Platzgründen gibt es für die Velofahrenden keine Möglichkeit, direkt durchzufahren.

Die Kosten des Projekts halten sich in Grenzen, da die Ziele mit möglichst wenig baulichen Massnahmen erreicht werden sollen und über die Hälfte der Kosten über die drei Spezialfinanzierungen für den Klimaschutz, die Förderung des ÖV und für den sicheren Langsamverkehr gedeckt werden. Die übrigen Kosten laufen wie üblich über die Investitionsplanung. Obwohl die geplanten Kosten den Finanzrahmen des Projekts leicht überschreiten, hat uns der Gemeinderat versichert, dass bei keinem anderen Projekt Abstriche gemacht werden müssen. Die zusätzlichen Kosten können durch Einsparungen oder Aufschub anderer Projekte abgegolten werden. Insgesamt schätzt die Aufsichtskommission das sehr gesamtheitlich geplante Projekt und den Umstand, dass der Gemeinderat es bei dieser Umgestaltung schafft, sehr viele Ziele und Vorgaben in einem Projekt abzuwickeln. Trotz der Bedenken in Bezug auf die Umsetzung der Velostrasse, empfiehlt die Aufsichtskommission das Geschäft einstimmig zur Annahme.

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Wir haben in unserer Fraktion über die Neugestaltung der Moserstrasse diskutiert und werden diesem Geschäft zustimmen. Ich lege offen, dass ich im betroffenen Quartier wohne und Mitglied des Vorstands des Quartierleistes bin. Dies dürfte meine Wahrnehmung persönlich sowohl aktuell als auch in Zukunft doch beeinflussen. Wie schon von der Sprecherin der Aufsichtskommission erwähnt, besteht das Projekt aus verschiedenen Elementen. Wir haben die Bushaltestelle, die aktuell noch Kutterweg heisst und wir haben die Gestaltung des Strassenraums als

30er-Zone. Zwischen Zihlplatz und Portkreisel ist auf dem gesamten Strassenabschnitt die Schaffung von Grünflächen geplant. Schlussendlich soll die Velostrasse über die gesamte Länge der Alexander-Moser-Strasse geführt werden. Ich gehe kurz auf die einzelnen Elemente ein.

Die Baudirektion sieht vor, dass sich bei der Bushaltestelle der Strassenraum verengt. Das ist bei der Bushaltestelle Laubscherweg im westlichen Teil der Moserstrasse schon umgesetzt. Bei der Haltestelle Kutterweg ist das nicht so einfach, deshalb muss die Bushaltestelle verschoben werden und zwar vor die Coop-Filiale. Die Vorteile sind, dass damit die Haltekanten endlich barrierefrei und die Fahrspur nur mit einer Betonplatte versehen werden muss, was natürlich deutlich günstiger kommt. Diese gute Lösung hat aber den Nachteil, dass der Fussweg zum erwähnten Altersheim etwas länger wird, aber wir halten dies für vertretbar.

Etwas schade ist, dass das aktuelle Wartehäuschen der Bushaltestelle nicht wiederaufgebaut werden kann. Es wurde mir dann aber versichert, dass es an einer anderen Haltestelle Verwendung finden wird. Wo, ist noch nicht klar. Mir wurde auch versichert, dass bei der neuen Haltestelle ebenfalls Sitzgelegenheiten angeboten werden, weil sehr viele ältere Personen dort auf dem Bus warten.

Wie schon gesagt wurde, ist die aktuelle Ausgestaltung der Moserstrasse nicht optimal. Heute ist sie quasi unsere Quartierautobahn. Vom Stadtzentrum herkommend, wird auf der Höhe des Schulhauses noch aufgepasst, denn dort steht der Blitzkasten. Anschliessend kommt der Zihlplatz und dort sind noch einige Fussgänger im Weg, nachher kann richtig aufs Gas gedrückt werden. Dieser Umstand wird schon sehr lange kritisch beurteilt und der Quartierleist ist deshalb schon länger mit der Stadtverwaltung in Kontakt. Die Neugestaltung ist schon lange ein Thema und wir finden es gut, dass jetzt etwas zur Temporeduktion passiert. Diesbezüglich gab es auch sehr wenig Kritik.

Es gibt jedoch zwei heikle Punkte. Der eine betrifft die Fussgängerstreifen. Wie üblich werden Fussgängerstreifen in der 30er-Zone aufgehoben und das stört teilweise die Leute. Positiv zu erwähnen ist, dass aus Sicherheitsgründen der Fussgängerstreifen auf Höhe Heideweg bestehen bleibt. Dort müssen zahlreiche Schulkinder zwischen Tagesschule und Primarschulhaus täglich am Morgen, Mittag und Abend die Strasse überqueren.

Die Grünflächen erwähne ich kurz. Um was geht es? Es sind 18 neue Bäume geplant. Unter anderem soll das Wasser versickern und verdunsten. Darüber hinaus helfen die Grünflächen dabei, im Sommer den städtischen Raum zu kühlen. Kurz, es geht um die Anpassung an den Klimawandel, was auch die Stadtklimainitiative fordert. Ebenfalls der Stadtklimainitiative und den Forderungen verschiedener parlamentarischer Vorstösse entspricht die neue Velostrasse, was wir begrüssen. Für die Velostrasse muss nicht besonders viel gemacht werden. Ich denke, dass dies ein Vorteil ist und vielleicht hilft, dass sich die Leute an das neue Regime gewöhnen. Seit die flankierenden Massnahmen vor sechs Jahren umgesetzt worden sind, hat sich der Verkehr sehr beruhigt. Er hat stark abgenommen und wir haben fast keinen Durchgangsverkehr mehr im Quartier.

Zurück zur Velostrasse: Wir haben in unserer Fraktion ebenfalls sehr kritisch darüber diskutiert, dass es eben diese, etwas krass gesagt, Fleischbremsen gibt. In der 30er-Zone ist dies sicher weniger schlimm als in einer 50er-Zone, wie beispielsweise auf der Bruggstrasse vor der Unterführung. Wir denken jedoch, dass es immer noch gefährlich ist und werden deshalb ein Postulat einreichen, welches fordert, dass die schlangenförmigen Fahrlinien mit zusätzlicher Signalisation auf dem Boden sowohl Velofahrende

als auch Autofahrende darauf aufmerksam machen, dass der Strassenraum von Velos eingenommen wird.

Wir freuen uns auf die Umsetzung und stimmen diesem Projekt zu.

Briechle Dennis, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ begrüsst die Förderung der sanften Mobilität und freut sich über die Realisierung der ersten Velostrasse in Biel. Sie wird der Neugestaltung der Alexander-Moser-Strasse zustimmen, allerdings nur zähneknirschend. Das vorliegende Geschäft ist zwar sicher gut gemeint und die Alexander-Moser-Strasse ist grundsätzlich geeignet für eine Velostrasse, doch in den Details ist das Projekt nicht wirklich zufriedenstellend. Dies betrifft einerseits die Ausgestaltung der Velostrasse, andererseits die Platzierung der Bushaltestelle. Beides hat bei uns viel zu reden gegeben.

Zur Velostrasse: Die Entstehung des Projekts irritiert. Da möchte die Stadtverwaltung endlich eine dedizierte Veloinfrastruktur erstellen, deren Erarbeitung erfolgt dann aber im stillen Kämmerlein und ohne Einbezug. Das beratende Organ für Verkehrsfragen wurde zu diesem Projekt nicht konsultiert. Für die Fachverbände wie PRO VELO, ich bin Vorstand in der regionalen Sektion, kommt dieses Projekt aus heiterem Himmel und prompt enthält es fragwürdige Elemente. Da sind die in die Strasse hereinragenden Versätze, die Grüninseln, welche die Strasse punktuell verengen und zu Schwenkern zur Strassenmitte zwingen. Solche Versätze sind im klaren Widerspruch zum Handbuch Velobahnen des ASTRA (Bundesamt für Strassen). Im Kapitel zu den Velostrassen besagt dieses Handbuch klar, Zitat: *«Versätze im Strassenraum vermeiden, um eine flüssige Fahrt ohne Hindernisse zu ermöglichen»*. Besonders fragwürdig erscheint es, dass einer dieser Versätze in der Kurve angeordnet ist. Stadteinwärts Fahrende werden just dort in die Fahrbahnmitte gezwungen, wo der allfällige Gegenverkehr noch nicht sichtbar ist. Wir begrüssen selbstverständlich die mit den Versätzen beabsichtigte Entsiegelung und Begrünung, doch wenn damit ein zu breiter Strassenquerschnitt eingeengt werden soll, wäre ein durchgehender Grünstreifen in den Bereichen, wo der Strassenquerschnitt zu breit ist, sicher die bessere Lösung.

Ein Wort zu den Fahrbahnbreiten: Ich habe mir die Pläne zeigen lassen – an dieser Stelle besten Dank an Lena Frank. An der schmalsten Stelle soll die Strasse auf 4,20 m eingeengt werden. Auch dies steht im Widerspruch zu den Empfehlungen des ASTRA. Empfohlen sind Breiten von 4,5 bis 6,5 m. Angesichts der Tatsache, dass auf dieser Strasse auch Busse verkehren, scheint ein Unterschreiten des Mindestmasses dieser Empfehlungen doch sehr fraglich.

Zur Erkennbarkeit und Signalisation: Die Stadtverwaltung sieht vor, ein paar grosse Velopiktogramme anzubringen. Das ist das Minimum; andere Städte machen die Kennzeichnung viel deutlicher. Wir wünschen uns, dass die Stadtverwaltung sich dafür von Städten wie beispielsweise Winterthur oder Zürich inspirieren lassen würde.

Zur Busstation Kutterweg: Dazu wurde vieles schon gesagt. Wir stellen fest, dass diese Bushaltestelle, zusammen mit der Haltestelle Erlacherweg, die nächstgelegenen für das Alters- und Pflegezentrum Cristal sind. Die Haltestelle Kutterweg soll nun verlegt werden. Der ÖV, auch wenn er für alle ist, ist sicher ganz besonders für diejenigen geeignet, welche keine anderen Mobilitätsformen mehr benutzen können, eben Bewohner von Alters- und Pflegeheimen. Die Haltestelle weiter weg vom Cristal zu verlegen, scheint uns unglücklich. Anstelle dieser fixen, parallel angelegten, monströsen Doppelhaltestellen, wäre es wünschenswert, hier Flexibilität zu zeigen und eine Lösung für eine möglichst nah gelegene Haltestelle zu suchen.

Auch das Thema der Zebrastreifen haben wir besprochen. Es ist sicherlich richtig, dass diese im Prinzip weggelassen werden, aber gerade im Bereich von Heimen scheinen Ausnahmen doch angebracht. Es wäre wünschenswert, wenn an der Bushaltestelle bei bewohnten Heimen sowie für den Zugang zum Quartierladen der Zebrastreifen beibehalten würde.

Als Fazit haben wir den Eindruck, dass sich die Gestaltung dieser Velostrasse nicht an den Bedürfnissen der Velofahrenden orientiert. Die Gestaltung in Biel scheint einmal mehr primär gegen die Autofahrenden gemacht worden zu sein. Das ist für Autofahrende nicht befriedigend, es ist aber auch für Velofahrende nicht befriedigend. Gemäss dem Motto «lieber den Spatz in der Hand als die Taube auf dem Dach» werden wir dieser Neugestaltung zustimmen. Wir hoffen aber auch, dass künftige Projekte anders aufgegleist werden.

Steinmann Alfred, Fraktion SP/JUSO: Zur Info: Auch ich wohne in der Nähe der Moserstrasse. Die Fraktion SP/JUSO hat die Neugestaltung intensiv diskutiert. Ich danke der Direktorin Bau, Energie und Umwelt für den Bericht und die Beantwortung meiner Fragen zum Projekt. Besonders gefällt der Fraktion SP/JUSO, wie bereits gesagt wurde, dass die erste Velostrasse in Biel eingeführt werden soll. Allerdings wird eine Velostrasse nicht genügen. Es ist jedoch ein wichtiger Anfang. Der Anfang ist aber auch wieder nur zur Hälfte fertig. Der Zühlplatz, welcher im Agglomerationsprogramm 4 vorgesehen ist, und die restliche Moserstrasse sind noch nicht fertig geplant. Die Moserstrasse an die heutige 30er-Zone anzupassen, ist richtig und wichtig. Die geplanten Bäume und Grüninseln sind ein sinnvoller Schritt, um die Umgebung etwas abzukühlen. Leider sind 18 Bäume zu wenig, damit eine effektive Kühlung möglich wird. Das Versickern des Niederschlagswassers wird aufgrund der grossen Zwischenräumen nicht vollumfänglich möglich sein. Dies ist sehr schade.

Negative Aspekte sehen wir bei den Versätzen, insbesondere in der Kurve nach dem Heideweg, wie Dennis Briechle schon erwähnt hat. Dass dort ein Versatz mit Hochstammbäumen mitten in der Kurve stehen soll, scheint uns ein Risiko, auch wenn die Strassenbreite immer noch 6,2 Meter beträgt. Das Ausweichen ist für Fahrräder recht gefährlich. Wenn gerade ein Auto in der Kurve überholen will, ist ein Unfall rasch entstanden, und zwar zu Ungunsten des Velofahrenden. Wie schon im Bericht beschrieben, sind verschiedene Kindergärten und Schulen im Perimeter angesiedelt. Zudem ist das Alterszentrum Cristal in der Nähe. Wenn ich ins Coop gehe, sehe ich dort oft Betagte, welche langsamen unterwegs sind. Viele benutzen auch die Bushaltestelle Kutterweg. Deshalb finden wir es wichtig, dass neben der Anpassung der Bushaltestelle auch einige Fussgängerstreifen erhalten bleiben. Insbesondere haben ältere Menschen, welche zur Bushaltestelle oder ins Coop wollen, Mühe mit ihren Rollatoren die Strasse zu überqueren. Dies müsste nachgebessert werden. Aber auch den Kindergarten- und Schulkindern sollen die Zebrastreifen nicht weggezaubert werden. Es ist wichtig, dass die jungen Menschen geschützt über die Strasse gehen können. Dies ist ja auch in 30er-Zonen als Ausnahme erlaubt. Eigentlich müsste vor jedem Kindergarten und Schulhaus eine Begegnungszone eingerichtet werden. Damit der Schleichverkehr aus dem Quartier entfernt wird, braucht es gerade solche Geschwindigkeitsreduktionen.

Die Höhe des Verpflichtungskredits ist für die Strecke von einem halben Kilometer mit CHF 920'000 moderat. Man sieht, dass nur das Allernötigste in die Planung eingeflossen ist. In der Annahme, dass hier noch nachgebessert wird, unterstützt die Fraktion SP/JUSO den vorliegenden Verpflichtungskredit. Ich bin gespannt auf die Ausführungen der Vorsteherin der Direktion für Bau, Energie und Umwelt (BEU).

Comment Rachel, au nom du Groupe PSR: Nous soutenons le réaménagement de la rue Alexandre Moser. Nous nous réjouissons de voir avancer ce projet qui revalorise un tronçon-clé du quartier en le rendant plus accessible et plus vert, tout en misant sur la mobilité douce et la sécurité. C'est une transformation nécessaire pour un quartier traversé chaque jour par de nombreuses familles, des enfants et des personnes âgées. Nous souhaitons souligner l'importance de bien faire comprendre que les cyclistes auront la priorité sur le tronçon, car ce statut de rue cyclable est encore peu connu, en tout cas à Bienne, et sans explications claires, ça peut facilement prêter à confusion. Il est donc essentiel que ce changement soit visible sur le terrain et bien communiqué à la population.

Nous attendons que les mesures nécessaires soient prises pour assurer la lisibilité de ce changement, donc à travers une signalisation au sol bien visible, mais aussi une information proactive auprès des habitant(e)s du quartier. C'est indispensable pour garantir la sécurité et faire en sorte que le nouvel aménagement soit bien compris, mais aussi respecté. Comme déjà mentionné, nous estimons aussi qu'un seul passage piéton ne suffira pas, il est nécessaire d'en aménager en tout cas un deuxième devant la maison de retraite Cristal. Cet emplacement est particulièrement sensible, car de nombreuses personnes âgées ou à mobilité réduite y circulent quotidiennement et leur sécurité doit être prise en compte. Il s'agit donc d'un projet ambitieux qui va clairement dans la bonne direction. Mais pour qu'il soit pleinement réussi, il doit être compris, lisible et aussi soutenu par celles et ceux qui vivent dans le quartier au quotidien.

Maurer Stefan, Fraktion SVP: Wir lehnen das Geschäft in dieser Form ab mit der Begründung, dass wir auf diesem Abschnitt keine Notwendigkeit einer separaten Velostrasse erkennen. Ich befahre die Strecke öfters mit dem Velo und habe bis heute, entgegen der Darstellung im vorliegenden Bericht, eigentlich keine gefährliche Situation erlebt. Es bestehen auch Bedenken bezüglich des ÖV. Bereits heute haben zwei Busse, die sich kreuzen grosse Mühe. Noch mehr Hindernisse werden das Problem sicher noch verschärfen. Es läuft ein weiteres Mal darauf hinaus, dass mit Massnahmen das «böse Auto» aus der Stadt Biel vertrieben werden soll. Dies alles für die Förderung der Veloroute. Einzig die zusätzliche Begründung begrüßen wir.

Weber Philippe, Les Vert·e·s: Je vais me permettre d'en rajouter une petite couche, pas trop longue (*rires!*). J'aimerais quand même annoncer mon lien d'intérêt. Je suis membre du comité Pro Vélo de Bienne et nous avons pu examiner ce projet avec attention. J'aimerais tout de même vous livrer le résultat des réflexions qui ont été faites par les cyclistes. Donc, j'aimerais en premier lieu remercier la directrice des travaux publics d'avoir répondu à mes questions et d'être ouverte à la recherche de solutions pragmatiques. Le projet de réaménagement a notamment pour but de réaliser la première rue-vélo de Bienne. Même s'il est clair que son régime de circulation actuel se conforme déjà à ce standard, la largeur de la route reste encore totalement inadéquate, puisqu'elle permet à un automobiliste, même s'il enfreint les règles, de rouler à 100 km/h, s'il le souhaite. Dans sa conception actuelle, cette route est une autoroute, c'est simplement ça, qu'on veut dire. C'est inadapté et c'est justement la raison pour laquelle ce réaménagement s'avère être une nécessité, pour modérer le trafic et renforcer la sécurité de tous les usagers dans ce secteur. Non seulement pour les cyclistes bien sûr, mais aussi pour les piétons et les automobilistes.

Les propositions vont également permettre de renforcer la végétation par la désimperméabilisation de surfaces bétonnées et notamment la plantation de 18 arbres. C'est donc une contribution supplémentaire à l'initiative climat urbain qui profitera en

premier lieu aux habitants du quartier. Sur le principe, je pense personnellement que c'est un bon projet. Pour les cyclistes, un examen technique suscite néanmoins des critiques, cela a été relevé tout à l'heure.

Si le projet actuel favorise une modération du trafic motorisé, elle oblige effectivement en même temps les cyclistes à se déporter sur le milieu de la rue pour franchir les chicanes. Donc, pour eux, ce déplacement latéral sur la route peut constituer finalement une mise en danger au moment de croiser un véhicule dans le rétrécissement ou au moment d'atteindre la chicane, sous pression d'un véhicule situé juste derrière lui, qui pourrait le dépasser dans le rétrécissement. Ceci est en particulier problématique dans le virage, où la visibilité ne serait plus forcément optimale en raison de la végétation qui sera plantée. En principe, pour une rue vélo, les normes actuelles de l'OFROU préconisent plutôt l'option de pouvoir rouler de façon rectiligne sur une rue sans obstacles.

Est-ce pourtant une raison suffisante pour refuser ce projet? Dans la mesure où nous déposons un postulat urgent qui demande au Conseil municipal d'examiner des mesures d'amélioration du projet, il nous semble que non. En effet, pour compenser les potentiels défauts de sécurité de ce réaménagement, la direction des travaux publics est prête à s'engager dans un processus d'amélioration avec PRO VELO pour établir notamment, par exemple, un dispositif de signalisation au sol afin de renforcer la sécurité des cyclistes dans ce secteur. Nous pensons que cette façon de procéder est bien plus fructueuse pour développer une solution adaptée et voyons surtout cette collaboration d'un œil très positif. Il nous apparaît également très important que cette collaboration active puisse se poursuivre lors de l'élaboration de prochains dossiers comparables. J'insiste, qu'il serait vraiment souhaitable d'être consulté suffisamment tôt dans la phase d'élaboration des projets.

Refuser ce projet serait contre-productif, puisqu'il ne résoudrait en rien le problème de base de sécurité sur cet axe. Le refus n'est pas une option également du point de vue des intérêts des cyclistes. Pour ces raisons, je vous recommande donc également d'approuver ce crédit et donc la réalisation de la première rue-Vélo à Bienne, ce qui est très positif, et d'apporter votre soutien également au postulat urgent que nous déposons en même temps.

Rüber Stefan, Grüne: Ich nehme Stellung zur Aussage, dass es im vorliegenden Projekt gegen das Auto geht, aber nicht für das Velo. Ich finde diese Äusserungen nicht ganz gerechtfertigt. Der Punkt ist, dass vor sechs Jahren Massnahmen gegen das Auto vorgenommen wurden. Vorher war es für das Velo extrem mühsam und gefährlich auf der Moserstrasse. Das ist heute nicht mehr der Fall. Deshalb hat das Projekt heute mit dem Auto eigentlich nichts zu tun. Die einzigen, die eingeschränkt werden, sind die mit übersetzter Geschwindigkeit Fahrenden – und das tut ja hoffentlich niemand. Wichtig ist, dass jetzt die bauliche Anpassung der 30er-Zone erfolgt. Ich bin einverstanden damit, dass die Versätze gefährlich sind. Es bräuchte ein Überholverbot in so einer Zone. Das ist aber in Biel nicht machbar, weil es übergeordnetes Recht betrifft, Dafür können wir uns irgendwo sonst einsetzen. Solange das so bleibt, versuchen wir es mit anderen Lösungen.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Das vorliegende Projekt zeigt sehr gut, was es heisst, im öffentlichen Raum zu arbeiten, wo wir immer Kompromisse finden müssen. Ich erinnere an die Ziele dieses Projekts. Ein Ziel ist die Umsetzung der baulichen Massnahmen zur Temporeduktion. Die Strasse ist heute immer noch

ausgelegt auf Tempo 50, was man daran merkt, dass es dort nach wie vor Tempoüberschreitungen gibt. Entsprechend ist diese Möglichkeit baulich einzudämmen zugunsten der erhöhten Sicherheit. Ein weiteres Ziel ist der behindertengerechte Ausbau der Bushaltestelle. Zudem haben wir aber auch das Ziel, das Regenwasser abzuleiten und versickern zu lassen, dafür sind die Grünflächen.

Die geplanten Versätze scheinen mir am meisten umstritten zu sein. Richtig ist, dass die Fahrbahnbreite an einer Stelle 4,2 m beträgt aber auf der übrigen Strecke breiter ist, in der Regel sind es 5,5 m. In der «berühmten» Kurve sind es 6,2 m, also ausreichende Fahrbahnbreite. Auch in der Kurve wird trotz der Versätze die Sichtweite entsprechend den Vorgaben eingehalten, sonst würden wir das so nicht umsetzen. Das gilt natürlich auch für die Schleppkurve für die Busse. Warum haben wir die Versätze nicht auf der gleichen Seite angeordnet, wie vorgeschlagen? Die versetzte Anordnung erfolgt aus zwei Gründen. Der eine hat, wie vorhin erwähnt, mit der Sicherheit zu tun. Die Anordnung auf einer Linie beschränkt zwar die Fahrbahnbreite aber weniger die Geschwindigkeit. Deshalb ist auch der Eingang der Strasse enger gestaltet, damit die Tempolimits visuell wahrgenommen wird. Für die Velostrasse werden zudem entsprechend Markierungen angebracht. Andererseits würde die schmalere Fahrbahn bei einer Anordnung auf der gleichen Seite zu wenig Breite lassen, um noch Bäume pflanzen zu können. Damit wäre der ganze Schwammstadteffekt weg und wir hätten noch weniger zusätzliche Bäume. Aus diesen Gründen wurden die Massnahmen so geplant. Uns ist bewusst, dass die Versätze nicht ideal sind und wir sind bestrebt, die Planung allenfalls bei der Umsetzung zu verbessern.

Zu den verschiedenen Fragen und Aussagen zur Bushaltestelle: Aus technischen Gründen ist die Verlegung nötig. Es sind ja nur ein paar Meter. Wir gehen davon aus, dass das machbar ist. Wir haben die Haltestellen parallel vorgesehen, das konnten Sie dem Bericht entnehmen, damit die Autos den Bus nicht überholen können. Versetzte Haltestellen erlauben das Überholen der Busse, was zu extrem gefährlichen Situationen führt. Es ist nach wie vor möglich, dass sich Busse kreuzen, anders als am Laubscherweg.

Die Velostrasse, damit das klar ist Herr Maurer, ist nicht eine separate Strasse. Wir setzen die Markierungen gemäss Signalisationsverordnung um. Wir sind aber grundsätzlich bereit, wenn das Projekt umgesetzt ist, mit dem Quartierleut zusammen zu schauen, ob punktuell Verbesserungen vorgenommen werden können.

Zuletzt zu der Frage der Fussgängerstreifen: Auch hier sind wir bereit, zu prüfen, ob allenfalls ein zusätzlicher Fussgängerstreifen angebracht werden kann. Es ist richtig gesagt worden, dass es gewisse Ausnahmen gibt, die man umsetzen kann, insbesondere bei Schulen. Wir prüfen gerne auch zusammen mit dem Altersheim, ob allenfalls dort einer nötig ist. Es ist ein bisschen ein Abwägen, eine Velostrasse funktioniert natürlich weniger gut, wenn es alle fünf Meter Fussgängerstreifen hat. Das sind Justierungen, die später auch noch vorgenommen werden können. Von daher, trotz der kritischen Punkte, die ich durchaus nachvollziehen kann, danke für die Annahme des Projekts.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 23 avril 2025, vu l'art. 44, al. 2, let. a, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne arrête:

1. Il approuve un crédit d'engagement de 920'000 fr. (bruts) portant le n° 56000.0444 pour réaménager la rue Alexander-Moser : tronçon entre la place de la Thielle et la place de Port, dont 314'300 fr. seront imputés au financement spécial n° 29300 5600 « Protection du climat et adaptation au changement climatique », 116'300 fr. au financement spécial n° 29300 1700 « Investissement pour l'encouragement des transports publics, de la circulation des piétons et des cyclistes » et 95'200 fr. au financement spécial n° 29300 5500 « Pour une mobilité douce sûre ».
2. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement ou à une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée est d'ores et déjà approuvée.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

11. Motivation d'urgence du postulat urgent, Maurer Stefan, UDC, « Pas de tolérance envers l'antisémitisme aux frais de l'État – Suspendre le projet FullViel jusqu'à la clarification de toutes les responsabilités »

Maurer Stefan, Fraktion SVP: Es geht um den Vorfall im Kongresshaus vom 18. Mai 2025 während des Public viewing des ESC. Ich wäre froh, wenn die Dringlichkeit genehmigt würde. Merci.

L'urgence est rejetée.

12. Motivation d'urgence de l'interpellation interpartis urgente, Schlup-Eigenmann Katharina, PVL, Bord Pascal, PRR, Sutter Andreas, FDP, Maurer Stefan, UDC, Berclaz Pascale, Groupe Avenir Bienne/Centre, Molina Franziska, PEV, « Informations concernant les hausses des dépenses et les changements en matière de recettes depuis le 1er janvier 2024 »

Schlup Katharina, Fraktion GLP+: Die finanzielle Situation von Biel ist angespannt. Im Moment wird ein Massnahmenpaket dazu ausgearbeitet. Das Massnahmenpaket basiert auf dem Budget 2023 und dieses beeinflusst seither die Entscheide von Gemeinde- und Stadtrat. Was ist mit den Entscheiden, welche in der Zwischenzeit gefällt werden? Es geht um Beschlüsse, welche zu nachhaltigen Kostenhöhungen von über CHF 100'000 führen. Wir möchten auch wissen, welche Investitionen die Stadt mit Folgekosten tätigt, die CHF 100'000 pro Jahr überschreiten, und ob es Mehr- oder Mindereinnahmen in dieser Grössenordnung gibt. Was ist da der Effekt auf die Finanzplanung? Es ergibt Sinn, dass wir diese Antworten haben, bevor wir das nächste Budget debattieren. Es würde mich freuen, wenn Sie die Dringlichkeit unterstützen. Merci.

L'urgence est acceptée.

13. Motivation d'urgence du postulat urgent, Weber Philippe, Les Vert·e·s, Rüber Stefan, Les Vert·e·s, Briechle Dennis, PVL, «Un renforcement ciblé de la sécurité cycliste sur la rue Alexander–Moser»

Weber Philippe, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Voilà, l'urgence est donnée par la réalisation immédiate du projet et donc de pouvoir justement réfléchir exactement en même temps à un dispositif qui va permettre de renforcer la sécurité. Je vous remercie de soutenir ça.

L'urgence est acceptée.

14. Motivation d'urgence de l'interpellation interpartis urgente, Schüpbach Manuel, Groupe Les Vert·e·s, Boly Kady, Groupe PSR, Lindegger Reto, Groupe FDP, Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS, Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+, Suter Daniel, Groupe PRR, « Souveraineté numérique de la Ville de Bienne »

Schüpbach Manuel, Fraktion Grüne: Die Dringlichkeit ergibt sich aus der Abhängigkeit der Stadt Biel zu US-Cloud-Diensten und der damit verbundenen Risiken, insbesondere durch mögliche Fremdzugriffe gemäss US-Cloud-Act, der politischen Einflussnahme und der Anbieterabhängigkeit. Angesichts der erratischen Aus- und Sicherheitspolitik der USA, der zunehmend unsensible Umgang mit Personendaten und der Tendenz, die Überwachungsbefugnis weit auszulegen, braucht es dringend Klarheit über Datenschutz, Datensicherheit und die digitale Souveränität der Stadt Biel. Merci für die Zustimmung.

L'urgence est acceptée.

15. 20240358 Postulat interpartis Sprenger Titus, Groupe Alliance Verte, Tennenbaum Ruth, Groupe Alliance Verte, Boly Kady, Groupe PSR, Kilezi Ruth, Groupe PSR, Lehmann Caroline, Groupe PVL+, Schlup Nina, Groupe PS/JS, « Il faut mettre en place un Conseil consultatif pour les étrangères et les étrangers »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe no 1)

Sprenger Titus, Fraktion Grüne: Zivilgesellschaftliches Engagement für eine gute Sache ist heute keine Selbstverständlichkeit mehr. Es verdient daher umso mehr Respekt und Anerkennung. Wertschätzung für die Mitwirkung wünschen wir uns auch im Rahmen des Mitwirkungsreglements. Dafür kann ein Händeschütteln reichen oder auch nicht. Bei der Diskussion über die richtige Form der Wertschätzung sollte eine kleine finanzielle Entschädigung kein Tabu sein. Vielen Dank für die Berücksichtigung bei den Diskussionen zur Ausarbeitung des angesprochenen Reglements.

Achermann Brice-Maximilian, au nom du Groupe UDC: Notre Groupe a pris connaissance du postulat interpartis demandant au Conseil municipal d'examiner comment mettre en place un conseil consultatif pour les étrangers. Nous nous opposons à ce postulat. En Suisse, il existe des procédures de naturalisation claires qui permettent aux étrangers de se naturaliser afin de devenir des citoyens suisses à part entière. Nous ne voyons pas de raison de créer un organe institutionnel pour intégrer dans notre système politique des gens qui ne souhaitent pas se naturaliser et donc, d'une certaine manière, ne s'intéressent pas à ce qui fait le bon fonctionnement de notre société. Le système est bien, mais l'élan est très formel et, reconnaissons-le, ce n'est pas toujours très intéressant, comme le prouvent les nombreuses personnes qui étaient là au début, mais qui sont parties devant la longueur de la séance. La commission de l'intégration a tout juste pu pourvoir les sièges mis au concours. On peut donc en déduire que ce genre d'entité ne séduit pas grand monde. Comme les chances sont grandes que ce postulat soit tout de même accepté, nous aimerions souligner quelques points. Est-ce qu'il est prévu de mettre en place une métrique pour évaluer le succès ou non du fonctionnement de cette commission, par exemple le nombre de points pris en compte par l'Exécutif? Que se passe-t-il, si plus assez de personnes ne se manifestent pour siéger dans cette commission? Y aurait-il une manière de la dissoudre? Une stratégie de communication claire doit être définie afin d'augmenter les chances que les gens sachent qu'une telle commission existe et qu'ils peuvent y siéger. Cela serait dommage que cela soit inconnu de la majorité, comme par exemple la possibilité de déposer une intervention parlementaire.

Boly Kady, au nom du Groupe PSR: Je remercie le Conseil municipal pour sa réponse à ce postulat et sa proposition de l'adopter. J'aimerais juste rappeler ici, que dans cette ville, il y a un tiers des habitantes et des habitants qui n'ont pas le droit de vote, qui pourtant en majorité travaillent et paient des impôts, participent à la construction de notre Ville et n'ont pas le droit de s'exprimer sur les décisions de la Commune. C'est une injustice. Bien sûr, les personnes ont le droit de demander la naturalisation, mais nous savons aussi tous que le système fait que beaucoup de personnes qui pourraient avoir la naturalisation et qui vivent depuis très longtemps ici se retrouvent devant des processus très compliqués pour l'obtenir.

Nous avons dernièrement adopté l'art. 6 du nouveau règlement de la Ville qui permet d'élargir la participation des habitantes et des habitants à la politique et donc à partir de cet article, il n'y a aucune raison qui pourrait empêcher la création d'un conseil consultatif pour les étrangers. Personnellement, j'espère que ce conseil sera créé conformément au postulat. C'est une manière de montrer que notre Ville ne fait pas que demander des choses aux étrangers qui vivent ici mais qu'elle prend en compte leur besoin ou l'envie d'être écouté ou d'avantage entendu.

Pittet Natasha, Directrice de l'action sociale et de la sécurité: Je voulais simplement dire quelques mots sur la commission de l'intégration qui est une commission consultative, c'est-à-dire qu'elle n'apporte pas d'affaires au Conseil municipal mais est consultée sur certains dossiers. Elle apporte aussi un lien avec différentes communautés étrangères ou pas. Nous avons justement une nouvelle commission qui a été nommée pour la nouvelle législature pour laquelle nous avons reçu beaucoup de candidatures. Si on dit dans notre rapport que l'on a tout juste pu pourvoir ces sièges, c'est pour la simple raison qu'il faut être bilingue. En effet, nous n'avons pas les moyens financiers de payer un traducteur ou une traductrice. Si vous avez un intérêt à en savoir plus sur cette commission, je vous invite à me contacter pour que l'on en discute ensemble.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée.

16. 20240359, Sprenger Titus, Groupe Alliance verte, « Participation – et maintenant? »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe no 2)

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: La parole n'est pas demandée pour ce point.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: La séance est terminée. Je prie les membres du bureau du Conseil de ville de s'approcher pour une brève discussion. Pour les autres, je vous souhaite une bonne soirée et à tout bientôt.

17. Nouvelles interventions

20250180	Dringliches Postulat, Weber Philippe, Grüne, Rüber Stefan, Grüne, Briechle Dennis, GLP	BEU
	Gezielte Erhöhung der Sicherheit für den Veloverkehr auf der Alexander-Moser-Strasse	
	Postulat urgent, Weber Philippe, Les Vert·e·s, Rüber Stefan, Les Vert·e·s, Briechle Dennis, PVL	TEE
	Un renforcement ciblé de la sécurité cycliste sur la rue Alexander--Moser	
20250181	Dringliche überparteiliche Interpellation, Schlup-Eigenmann Katharina, GLP, Bord Pascal, PRR, Sutter Andreas, FDP, Maurer Stefan, SVP, Berclaz Pascale, Fraktion Zukunft Biel/Mitte, Molina Franziska, EVP	FID
	Information zu Ausgabenerhöhungen und Veränderungen bei den Einnahmen seit 1.1.2024	
	Interpellation interpartis urgente, Schlup-Eigenmann Katharina, PVL, Bord Pascal, PRR, Sutter Andreas, FDP, Maurer Stefan, UDC, Berclaz Pascale, Groupe Avenir Bienne/Centre, Molina Franziska, PEV	DFI
	Informations concernant les hausses des dépenses et les changements en matière de recettes depuis le 1er janvier 2024	
20250182	Dringliche überparteiliche Interpellation, Schüpbach Manuel, Fraktion Grüne, Boly Kady, Fraktion PSR, Lindegger Reto, Fraktion FDP, Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO, Schlup-Eigenmann Katharina, Fraktion GLP+, Suter Daniel, Fraktion PRR	FID
	Digitale Souveränität der Stadt Biel	
	Interpellation interpartis urgente, Schüpbach Manuel, Groupe Les Vert·e·s, Boly Kady, Groupe PSR, Lindegger Reto, Groupe FDP, Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS, Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+, Suter Daniel, Groupe PRR	DFI
	Souveraineté numérique de la Ville de Bienne	
20250183	Motion, Schlup Nina, JUSO, Wassmann Leona, SP	SRB
	Keine rassistische Politik im Bieler Stadtrat	
	Motion , Schlup Nina, JS, Wassmann Leona, PS	BCV
	Pas de politique raciste au Conseil de ville de Bienne	

20250184	Überparteiliche Motion, Magnin Nadia, Fraktion Grüne, Moeschler Marie, PSR, Koller Levin, SP, Schlup Nina, JUSO	DSS
	Verbot der Gesichtserkennung im öffentlichen Raum in Biel	
	Motion interpartis, Magnin Nadia, Groupe Les Vert-e-s, Moeschler Marie, PSR, Koller Levin, PS, Schlup Nina, JS	ASS
	Interdiction de la reconnaissance faciale dans l'espace public biennois	
20250185	Postulat, Maurer Stefan, SVP	BEU
	Keine Toleranz für Antisemitismus auf Staatskosten - Sistierung des Projekts FullVile bis zur Klärung aller Verantwortlichkeiten	
	Postulat , Maurer Stefan, UDC	TEE
	Pas de tolérance envers l'antisémitisme aux frais de l'État – Suspendre le projet FullViel jusqu'à la clarification de toutes les responsabilités	
20250186	Postulat, Koller Levin, SP	PRA
	Wehret den Anfängen - die Stadt Biel muss sich von Elon Musk X verabschieden	
	Postulat , Koller Levin, PS	MAI
	Étouffons le mal dans l'œuf – La Ville de Bienne doit quitter X d'Elon Musk	
20250187	Postulat, Briechle Dennis, Fraktion GLP+, Schlup-Eigenmann Katharina, Fraktion GLP+	PRA
	Einstiegshürden zur E-Mobilität entfernen	
	Postulat , Briechle Dennis, Groupe PVL+, Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+	MAI
	Supprimer les obstacles empêchant de développer la mobilité électrique	
20250188	Überparteiliches Postulat, Schlup Nina, JUSO, Weber Philippe, Grüne	PRA
	Städtepartnerschaft mit einer palästinensischen Stadt	
	Postulat interpartis, Schlup Nina, JS, Weber Philippe, Les Vert-e-s	MAI
	Jumelage avec une ville palestinienne	

20250189	Postulat, Schiess Christophe, Fraktion Grüne, Rüber Stefan, Fraktion Grüne, Koller Levin, SP, Schlup Nina, JUSO	PRA
	Die Ziele der Parkhaus-Initiative erfüllen	
	Postulat , Schiess Christophe, Groupe Les Vert-e-s, Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, Koller Levin, PS, Schlup Nina, JS	MAI
	Répondre aux objectifs de l'initiative Parkings couverts	
20250190	Überparteiliches Postulat, Buchhofer Stephan, Fraktion FDP, Gerber Andreas, Fraktion FDP, Leuenberger Bernhard, Fraktion FDP, Lindegger Reto, Fraktion FDP, Sutter Andreas, Fraktion FDP, Bord Pascal, PRR, Suter Daniel, PRR, Benz Raphael, Fraktion Zukunft Biel/Mitte, Urweider Vera, Fraktion Zukunft Biel / Mitte, Weber Philippe, Faktion Grüne, Eggli-Aerni Roland, GLP, Demierre Patrick, SVP	PRA
	Revision Ortsplanung: Identitätsstiftende, nachhaltige und agile Stadtentwicklung für alle!	
	Postulat interpartis, Buchhofer Stephan, Groupe FDP, Gerber Andreas, Groupe FDP, Leuenberger Bernhard, Groupe FDP, Lindegger Reto, Groupe FDP, Sutter Andreas, Groupe FDP, Bord Pascal, PRR, Suter Daniel, PRR, Benz Raphael, Groupe Avenir Bienne/Centre, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre, Weber Philippe, Groupe Les Vert-e-s, Eggli-Aerni Roland, PVL, Demierre Patrick, UDC	MAI
	Réviser l'aménagement local : un développement urbain porteur d'identité, durable et flexible pour toutes et tous !	
20250191	Überparteiliche Interpellation, Briechle Dennis, Fraktion GLP+, Schneider Sandra, SVP, Sutter Andreas, Fraktion FDP, Bord Pascal, PRR, Berclaz Pascale, Fraktion Zukunft Biel/Mitte, Molina Franziska, EVP	BEU
	Israel-Hass im Kongresshaus?	
	Interpellation interpartis, Briechle Dennis, Groupe PVL+, Schneider Sandra, UDC, Sutter Andreas, Groupe FDP, Bord Pascal, PRR, Berclaz Pascale, Groupe Avenir Bienne/Centre, Molina Franziska, PEV	TEE
	Haine envers Israël au Palais des Congrès ?	
20250192	Interpellation, Schüpbach Manuel, Fraktion Grüne, Stöcker Manuel, Fraktion Grüne	DSS
	Konsequente Einhaltung des Mehrwegreglements	
	Interpellation, Schüpbach Manuel, Groupe Les Vert-e-s, Stöcker Manuel, Groupe Les Vert-e-s	ASS
	Application systématique de la réglementation concernant la vaisselle réutilisable	

20250193 Interpellation, Wassmann Leona, Fraktion SP/JUSO, Schlup Nina, DSS
JUSO

Was unternimmt die Stadt Biel zur Bekämpfung von Rassismus?

Interpellation, Wassmann Leona, Groupe PS/JS, Schlup Nina, JS ASS

Qu'entreprend la Ville de Bienne pour lutter contre le racisme ?

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 20.15 heures / Uhr

Der Stadtratspräsident / Le président du Conseil de ville:

Mohamed Hamdaoui

***Le secrétaire général du secrétariat parlementaire /
Der Generalsekretär des Parlamentssekretariats:***

Omar El Mohib

Protokoll:

Rita Flückiger

Nathalie Scheurer

Procès-verbal:

Floriane Pinto Bernardino